

# **REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**DEPARTEMENT DE L'AIN**

**-----  
COMMUNE DE PEROUGES  
-----**

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE  
N°2026022 du 02 mars 2026  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
D65B – 01800 PEROUGES**

**LE MAIRE DE PEROUGES,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiée et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

**Vu** le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel, modifiée et complétée ;

**Vu** la demande formulée le 29 janvier 2026, par la société EQUANS, représentée par Mme Gwendoline COCHET, domicilié 42 chemin moulin carron – 69130 ECULLY;

**CONSIDERANT** que pour permettre l'intervention sur la voie publique, tirage de fibre optique, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1er**

La circulation sera temporairement réglementée sur la D65B, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable à partir du 02 mars 2026, pour une durée de 1 jour.

### **ARTICLE 2**

La circulation sera alternée manuellement.

### **ARTICLE 3**

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les travaux et enlevée à la fin des travaux.  
Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel, modifiée et complétée.  
La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de la société EQUANS.

### **ARTICLE 4**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Le maire,  
Le bénéficiaire,

La gendarmerie,  
La police municipale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté

Fait à Pérouges, le 02 février 2026

Le Maire,

Nathalie MICOLAS

